



Communication de Philippe Baccou

à la XXVIIIe Université annuelle du

Club de l'Horloge

dont le thème général est « L'union de la droite »

20 octobre 2012

L'union de la droite dans l'opinion des Français

L'union de la droite dans l'opinion des Français

Etienne Lahyre vient de nous donner un premier état de l'union de la droite au vu des récents résultats électoraux. Ses analyses sont très précises et stimulantes pour l'esprit. Elles montrent bien qu'il existe déjà dans les urnes, et de plus en plus, un potentiel d'union de la droite : un potentiel qui justifie que les composantes politiques de la droite se rapprochent, qu'elles coopèrent et qu'elles luttent ensemble contre leurs adversaires.

Voyons maintenant ce qu'il en est sur un autre plan, celui de l'opinion publique. Je vous parlerai donc ici non plus de votes, mais de sondages. Et j'essaierai de répondre à une question précise : Que disent ces enquêtes sur la capacité du peuple de droite à s'accorder autour de valeurs communes, de convictions communes, de propositions communes et de stratégies politiques communes ?

Droite populiste / Droite classique

Commençons par quelques questions de vocabulaire. De quelle droite, de quel peuple de droite parle-t-on ? Je limiterai la droite à deux familles politiques. La première famille est constituée autour de l'UMP et de ses alliés ou associés tels que le Parti radical de Jean-Louis Borloo, le Nouveau Centre d'Hervé Morin, le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers, le mouvement Chasse, Pêche, Nature et Traditions de Frédéric Nihous ; j'y ajouterai, bien qu'il ne puisse être considéré à proprement parler comme un allié de l'UMP, le mouvement Debout la République de Nicolas Dupont-Aignan. La seconde famille est constituée par le Front national de Marine Le Pen et par des mouvements politiques qui lui sont proches, notamment le mouvement Souveraineté, Indépendance et Libertés de Paul-Marie Coûteaux ou celui des Identitaires.

Comment qualifier ces deux familles de la droite ? Toute appellation comporte évidemment un certain degré de subjectivité. Si l'on est proche du FN, on opposera volontiers la vraie droite, droite nationale ou de conviction, à la fausse droite de l'UMP et de ses alliés. Si l'on est de gauche, comme le journal *Le Monde*, on opposera la droite républicaine de l'UMP à l'extrême droite (sous-entendu alors non républicaine) de Marine Le Pen. Si l'on est proche de l'UMP, on se dira appartenir à une droite parlementaire, ou modérée, ou encore – du moins avant les dernières élections – à une droite de gouvernement, par opposition à une droite protestataire, droite qui, elle, ne cherche pas à gouverner et se discrédite par ses excès. Pour ma part, j'insisterai plutôt sur le caractère plus traditionnel de la première famille de la droite, celle de l'UMP, que j'appellerai donc la *droite classique*, par contraste avec une droite plus nouvelle, celle du Front national. Cette droite nouvelle se veut le porte-parole du peuple contre des élites qui ne le défendent pas ou qui le trahissent, et c'est pourquoi je la qualifierai de *droite populiste*.

Vous constaterez que dans ce tableau des familles de la droite, j'inclus des mouvements qui se définissent comme centristes mais que je n'inclus pas le Modem de François Bayrou. On peut, certes, se demander s'il n'y a pas une proximité entre les sympathisants de François Bayrou et les Français du peuple de droite. Reconnaissons que, sur certains points au moins, cette proximité existe. Mais il serait tout de même paradoxal de classer parmi les familles de la droite les sympathisants d'un homme politique qui, au cours de ces dernières années, a constamment manifesté sa volonté de ne pas se référer au clivage gauche/droite et qui, surtout, a donné l'exemple à ses troupes du soutien au candidat de la gauche au second tour de la dernière élection présidentielle !

Droite classique, d'une part, droite populiste, d'autre part : ces deux droites regroupent une moitié des Français – parfois plus, parfois moins – qui constituent, tous ensemble, un peuple de droite sur lequel les enquêtes d'opinion ont beaucoup à nous apprendre. Chacune de ces enquêtes doit naturellement être considérée avec prudence, mais, lorsqu'elles sont suffisamment nombreuses et répétées, elles finissent par donner une idée assez précise de l'état de l'union de la droite.

Trois questions sont à considérer :

- Le peuple de droite est-il sociologiquement homogène ?
Je répondrai ici : non.
- Le peuple de droite a-t-il des opinions homogènes ?
Oui, largement.
- Le peuple de droite, enfin, est-il prêt à l'union de la droite ?
Pas encore complètement, mais de plus en plus.

1/ Le peuple de droite n'est pas sociologiquement homogène

Sur le plan sociologique, les Français de droite sont très peu homogènes, et ils le sont vraisemblablement moins que les Français de gauche. C'est ce que l'on constate en regardant comment ils se répartissent selon la profession, selon le niveau de revenu ou selon le niveau de formation.

Comparons donc les électors de la droite classique et de la droite populiste. Selon l'institut IPSOS, au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 Marine Le Pen a recueilli 14% des voix des inactifs, soit 20% de moins que son score national ; Nicolas Sarkozy a recueilli 33% des voix chez ces mêmes inactifs, soit 20% de plus que son score national. Marine Le Pen a eu 29% des voix des ouvriers (60% de plus que son score national) et seulement 8% de celles des cadres et professions libérales (moitié moins que son score national), contre respectivement 19% des ouvriers et 33% des cadres et professions libérales en faveur de Nicolas Sarkozy. Toujours selon IPSOS, au premier tour des législatives de 2012, le Front national a recueilli 18% des voix dans les foyers gagnant moins de 1.200 € par mois et seulement 7% chez ceux qui gagnent plus de 4.500 € ; pour la droite classique, les pourcentages correspondants sont en sens inverse : 31% des voix dans les foyers de moins de 1.200 € et 42% des voix dans les foyers de plus de 4.500 €. Enfin, à ce même premier tour des

législatives, le Front national a obtenu 20% des voix des électeurs sans diplôme et seulement 6% des voix des diplômés bac+3 ou plus ; la droite classique, de son côté, a fait seulement 31% des voix chez les non diplômés mais 37% des voix chez les bac+3.

Sur tous ces critères, les électors de la droite classique et de la droite populiste se distinguent très nettement l'un de l'autre. Le Français qui vote pour Marine Le Pen ou pour un candidat Front national est en moyenne plus actif, a un statut professionnel plus modeste, gagne beaucoup moins et a un niveau de diplôme bien moins élevé que le Français qui vote pour Nicolas Sarkozy ou pour un candidat de la droite classique : d'un côté un électorat plus modeste et plus populaire, de l'autre un électorat plus aisé, plus bourgeois et au sein duquel les retraités occupent une place bien plus grande.

Tout cela donne indiscutablement à l'électeur de la droite populiste une certaine ressemblance avec celui de Jean-Luc Mélenchon et du Front de gauche. Ce constat est partagé par beaucoup de ceux qui analysent la vie politique française, comme par exemple le géographe Christophe Guilluy, co-auteur d'un *Atlas des nouvelles fractures sociales en France*, qui s'exclamait il y a quelques mois dans l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur* : « Le FN est le seul parti qui a une sociologie de gauche ! »

Je voudrais cependant apporter ici quelques précisions et quelques correctifs pour éviter toute fausse interprétation.

Tout d'abord, il faut noter une chose : non seulement l'électorat de la droite populiste est un électorat populaire, mais il semble bien être *le plus populaire* de tous les électors, y compris celui de la gauche. C'est assez évident lorsque l'on compare les électeurs du FN et ceux du Parti socialiste. C'est un peu moins clair lorsque la comparaison est faite avec les électeurs de Jean-Luc Mélenchon et du Front de gauche, qui sont en effet assez proches de ceux du Front national par la structure socioprofessionnelle, avec moins de retraités que dans la population française, plus d'ouvriers et moins de cadres supérieurs ou professions libérales. Mais sur deux autres points importants du profil sociologique, le niveau de diplôme et le niveau de revenu, je constate, à l'examen des sondages des cantonales de mars 2011, de la présidentielle de mai 2012 et des législatives de juin 2012, qu'à chaque fois l'électorat du FN était beaucoup plus fortement composé de gens à faibles revenus et peu diplômés que ne l'était l'électorat du Front de gauche. Et sur ces deux critères, il y a moins de différence entre les électeurs du Parti socialiste et du Front de gauche qu'il n'y en a entre les électeurs de la droite classique et ceux de la droite populiste. Dire que le Front national a une « sociologie de gauche » est un abus de langage puisque, en réalité, l'électorat de ce parti est plus populaire que celui des partis de gauche et que, donc, sa sociologie n'est pas la même.

Mais cet abus de langage est aussi révélateur d'une analyse politique impuissante à bien comprendre la réalité. Pour ceux qui, comme Marx, pensent que les idées sont déterminées par la position sociale, il est en effet difficile d'admettre que les classes populaires puissent avoir d'autres idées que celles de la gauche. Dès lors, l'existence même de cet électorat de la droite populiste devient incompréhensible.

L'un des moyens qu'ont trouvés certains politologues pour résoudre cette contradiction est d'essayer de l'atténuer, de la minimiser. Il y aurait, au sein de la droite populiste, une part importante d'électeurs venant directement de la gauche, qui garderaient donc les caractéristiques sociales de ce que l'on imagine être l'électorat de gauche, et qui garderaient même une partie des idées de la gauche en attendant peut-être, comme certains l'espèrent, de revenir vers la gauche après avoir pris conscience de leur erreur ! Cette analyse a été développée dans les années 1990 par des chercheurs tels que Pascal Perrineau sous le nom de « gaucho-lepénisme ».

La thèse du gaucho-lepénisme n'est pas entièrement fautive mais elle est biaisée, parce qu'elle insiste beaucoup trop sur des phénomènes marginaux et parce qu'elle ne permet pas de comprendre ce qui est essentiel.

Prenons, par exemple, le cas des transferts entre l'électorat de gauche et celui du Front national. De tels transferts existent, bien sûr, et ils sont même parfois fort médiatisés, comme ce fut le cas pour Fabien Engelmann, syndicaliste CGT et jusqu'à 2010 militant du Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot, avant de se présenter en mars 2011 comme candidat du FN aux élections cantonales en Moselle. Mais ce parcours individuel a-t-il valeur d'exception, ou bien est-il représentatif d'un phénomène important ? La réponse est que le transfert direct entre la gauche et le FN est une situation relativement marginale, comme le montre un sondage de l'institut Opinionway réalisé à l'occasion de ces mêmes cantonales de 2011. Interrogés sur ce point, les électeurs du Front national ont répondu, à raison d'un quart, qu'ils avaient toujours voté pour ce parti ; la moitié votaient auparavant pour la droite classique ; 6% ne votaient pas ; enfin, seulement un cinquième de ces électeurs disaient qu'ils votaient avant pour la gauche. Pour l'essentiel donc, le vote Front national ne vient pas de la gauche, mais de la droite.

Et de toute façon, même s'il y avait plus d'anciens partisans de la gauche parmi les électeurs du FN, cela n'impliquerait nullement qu'ils continuent de partager les idées et les convictions de la gauche, ou même seulement une partie de ces idées. Il est beaucoup plus logique de supposer qu'en faisant un pas aussi important pour lui que d'aller voter Front national, un électeur de gauche sait ce qu'il fait et que cela signifie donc que ses convictions ne sont plus les mêmes, qu'il s'est en quelque sorte converti à de nouvelles idées, sans pour autant que sa condition sociale ait changé.

2/ Les convictions et les valeurs du peuple de droite sont proches

Cela conduit naturellement à s'intéresser à une deuxième question, celle des convictions et des valeurs du peuple de droite. Et sur ce point, il paraît tout à fait clair, au vu des enquêtes, que le peuple de droite, malgré sa forte diversité sociologique, exprime le plus souvent des opinions étonnamment homogènes et, au contraire, très différentes de celles du peuple de gauche.

Il existe beaucoup de sujets pour lesquels, dans les sondages d'opinion, nous savons comment se répartissent les réponses des Français selon leur proximité politique – sympathisants du Parti socialiste, sympathisants de l'UMP, etc. – ou selon leur vote aux élections. Sur certaines questions, il n'y a pas de différence

très significative entre les réponses des Français, qu'ils soient de gauche ou de droite. Mais sur d'autres questions, il y a des différences importantes, et c'est surtout celles-là que j'étudierai, parce qu'elles permettent de mieux se rendre compte de la convergence ou de la divergence des opinions au sein du peuple de droite.

Pour plus de commodité, répartissons toutes ces questions entre cinq thèmes principaux : le positionnement sur une échelle droite-gauche ; le thème des valeurs et de ce que l'on appelle parfois les « questions de société » ; le thème de l'ordre et de la sécurité : défense, police, justice ; le thème de l'identité et de la nation, avec notamment les questions relatives à l'immigration et à l'Europe ; enfin, le domaine économique et social : politique budgétaire et fiscale, relations sociales, Etat-providence, gestion des services publics, etc.

2.1 - Le positionnement sur une échelle droite-gauche

Sur ce premier thème, rappelons d'emblée, si besoin était, que dans leur majorité les électeurs de la droite classique, comme ceux de la droite populiste, se classent comme étant « à droite » ou « très à droite ». C'était le cas de 70 à plus de 80% des électeurs souhaitant voter pour Nicolas Sarkozy, selon deux sondages de l'institut IPSOS d'août et de novembre 2011. C'était aussi le cas, la même année, au vu des deux mêmes sondages IPSOS et d'un sondage d'Opinionway, et aussi en 2012 d'après un troisième sondage IPSOS, pour environ 50 à 60% des électeurs potentiels du Front national ou de Marine Le Pen. Chez ces mêmes électeurs, ceux qui se déclarent « à gauche » ou « plutôt à gauche » sont en proportion faible ou négligeable : 0 à 3% au sein de la droite classique, 5 à 15% au sein de la droite populiste. Ici encore, le gaucholepénisme n'a qu'une importance très marginale. La principale différence tient à la proportion de ceux qui se déclarent ni de gauche, ni de droite, qui est plus importante dans l'électorat Front national : 20 à 40% selon les sondages, contre 10 à 20% environ dans l'électorat de la droite classique.

Sans surprise donc, constatons que, pour leur plus grande part, les Français se rattachant aux deux composantes du peuple de droite se définissent eux-mêmes comme « à droite ».

2.2 – Les valeurs ou les « questions de société »

Sur le thème des « questions de société » j'évoquerai deux sujets emblématiques donnant lieu assez régulièrement à des sondages : un sujet de santé publique, la politique à l'égard de la drogue, et un sujet touchant aux valeurs familiales, celui des couples homosexuels.

2.2.1 – La drogue

La question de la dépénalisation des drogues dites « douces » telles que le cannabis a été posée à de nombreuses reprises aux Français par l'IFOP. Environ deux Français sur trois y sont défavorables. Il y a sur ce point une nette différence entre les Français de droite, qui refusent cela dans une proportion de 80%, et les sympathisants de la gauche, qui se partagent à peu près à égalité, étant précisé qu'une majorité des Français les plus à gauche et des écologistes acceptent la dépénalisation. Il y a aussi une forte homogénéité du peuple de

droite puisque, par exemple, le dernier sondage de l'IFOP, en juin 2012, nous apprend que 88% des sympathisants de l'UMP et 77% de ceux du Front national sont opposés à la dépénalisation du cannabis.

La divergence droite/gauche est plus nette encore lorsque l'on demande aux Français s'ils sont ou non favorables à l'ouverture en France de « *coffee shops* » comme à Amsterdam, c'est-à-dire des lieux financés par les municipalités où les toxicomanes pourraient venir pour consommer librement leur drogue. Selon un sondage IFOP de septembre 2012, cette proposition est approuvée par 60% des sympathisants de gauche et rejetée par deux tiers des Français de droite. Et ici encore, le taux de rejet est très proche entre les sympathisants de l'UMP (60%) et ceux du FN (69%).

2.2.2 – Les couples homosexuels

Sur la famille et les couples homosexuels, l'IFOP a demandé en janvier 2012 aux Français s'ils pensent que deux adultes du même sexe avec des enfants issus d'une précédente union forment une famille : 62% des sympathisants de gauche sont de cet avis mais seulement 37% des sympathisants de la droite classique et 24% de ceux de la droite populiste. La divergence d'opinion entre droite et gauche et la convergence d'opinion entre les deux branches de la droite sont pratiquement les mêmes lorsque l'on pose la même question pour un couple homosexuel avec des enfants adoptés.

Si l'on pose maintenant la question du statut juridique des couples homosexuels, comme le fait régulièrement l'IFOP, on constate par exemple, en août 2012, que plus de la moitié des sympathisants de droite sont opposés au mariage homosexuel et près des deux tiers à l'adoption par des couples homosexuels, et cela dans des proportions quasiment identiques au sein de la droite classique et de la droite populiste, tandis que ces deux propositions sont massivement approuvées par les Français de gauche, à raison de 80% pour la première et de 70% pour la seconde. Le clivage est encore plus profond si on considère les opinions les plus vigoureusement exprimées sur ces sujets. A droite, plus de 30% des gens (31% pour la droite classique, 33% pour la droite populiste) ne sont *pas du tout* d'accord avec le mariage homosexuel et plus de 40% (42% pour la droite classique, 41% pour la droite populiste) *pas du tout* d'accord avec l'adoption par des couples homosexuels, alors que les sympathisants de gauche sont *tout à fait* d'accord avec ces propositions à raison, respectivement, de 53% et de 39%.

On constate par ces exemples, auxquels on pourrait ajouter d'autres cas, combien il y a peu de différence, sur les questions de société, entre les convictions de la droite classique et celles de la droite populiste.

2.3 - La défense, la sécurité et l'ordre public

Sur le thème de la défense, de la sécurité et de l'ordre public, on observe aussi de nets clivages entre droite et gauche et une assez grande homogénéité des réponses des Français de la droite classique et de la droite populiste.

Voici quelques exemples, pour commencer, en ce qui concerne la défense. 68% des sympathisants de l'UMP et 75% de ceux du FN regrettent la suppression du service militaire obligatoire. Cette proportion n'est que de 54% chez les Français de gauche (IFOP, juillet 2012). Si l'on devait réduire les dépenses publiques, 53% des sympathisants de gauche pensent qu'on devrait d'abord le faire dans le secteur de la défense. Cette conviction n'est partagée que par 23% des sympathisants de l'UMP et 22% de ceux du FN (IFOP, mars 2012). Enfin, les sympathisants de l'UMP et du Front national, en septembre 2011, ont massivement approuvé, à raison respectivement de 82% et de 74%, l'idée d'instituer un serment d'allégeance aux armes qui serait demandé aux jeunes Français ainsi qu'aux étrangers devenant français. Cette proposition était en revanche rejetée par 53% des sympathisants de gauche.

L'homogénéité des réponses des deux familles de la droite est un peu moindre sur les questions de sécurité intérieure et de justice, mais ces familles se distinguent néanmoins assez nettement des sympathisants de la gauche, qui se montrent moins préoccupés par ces questions et plus laxistes, ou moins sécuritaires. Sur l'affirmation que « on ne se sent en sécurité nulle part », il y a à peu près autant de Français de gauche qui se disent « d'accord » et « pas d'accord », mais cette affirmation est approuvée par 62% des sympathisants de l'UMP et 78% de ceux du FN (IFOP, février 2011). En juin 2011, selon le même institut de sondage, 68% des sympathisants de l'UMP et 78% de ceux du FN estimaient justifié le recours à l'armée dans certains quartiers de banlieue, compte tenu de l'insécurité qui y existe. Cette opinion était minoritaire chez les sympathisants de la gauche, avec 47% d'approbation.

Toujours en juin 2011 et selon le même institut, 71% des sympathisants de l'UMP et 84% de ceux du FN estimaient que les peines prononcées à l'encontre de la petite délinquance n'étaient pas assez sévères, tandis qu'au contraire une majorité de sympathisants de la gauche trouvaient que ces peines étaient suffisamment sévères (44%) ou même trop sévères (10%). 60% des Français de gauche pensaient que les juges prononçaient des peines « adaptées » et 68% qu'ils étaient « neutres et impartiaux » dans leurs jugements ; 67% des Français de la droite classique et 92% de ceux de la droite populiste n'étaient pas d'accord avec la première affirmation et respectivement 50% et 58% pas d'accord avec la seconde.

A la lecture des sondages se dégage ainsi le tableau d'une droite à la fois nettement plus inquiète et plus ferme que la gauche sur le thème de la sécurité, avec une droite populiste toujours très en pointe sur ce sujet. La convergence des opinions au sein de la droite s'atténue toutefois fortement sur une question, celle du rétablissement de la peine de mort : selon un sondage d'IPSOS en avril 2012, ce rétablissement est souhaité par 78% des sympathisants du FN et rejeté par 80% de ceux de la gauche, tandis que les sympathisants de l'UMP se situent à mi-chemin de ces deux groupes avec 45% d'approbation et 55% de rejet.

2.4 – L'identité nationale

Passons maintenant au thème de l'identité nationale. Il peut se décliner en deux sous-thèmes : l'attitude à l'égard de l'immigration, l'attitude à l'égard de l'Europe. Sur ces deux points, les enquêtes d'opinion donnent des images très contrastées : autant il y a convergence au sein du peuple de droite sur le

premier point, autant la question de l'Europe reste une pomme de discorde entre les tenants de la droite classique et ceux de la droite populiste.

2.4.1 – Convergence sur l'immigration

Sur l'immigration, tout d'abord, nous voyons se dessiner un large accord entre la droite classique et la droite populiste et un clivage non moins profond entre la droite et la gauche. En avril 2012, selon l'institut IPSOS, 87% des électeurs de Nicolas Sarkozy et 97% de ceux de Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle étaient d'accord pour dire qu'il y a trop d'immigrés en France. Cette affirmation était, au contraire, rejetée par 57% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon et 60% de ceux de François Hollande. 71% des électeurs de Sarkozy et 93% de ceux de Marine Le Pen approuvaient la phrase suivante : « Maintenant, on ne se sent plus chez soi comme avant » ; 69% des électeurs de Mélenchon et de François Hollande ne l'approuvaient pas. Ces affirmations jugées inacceptables par une importante partie des élites françaises – y compris à droite – et par les tenants du politiquement correct n'en sont pas moins très largement partagées au sein du peuple de droite.

Une même convergence s'observe à droite, par opposition à la gauche, sur le thème encore plus sensible du racisme anti-Blancs. Je fais référence ici à un sondage TNS-SOFRES de septembre 2012 réalisé peu avant la parution du livre où Jean-François Copé évoque cette question. On demandait à l'avance aux Français ce qu'ils pensaient de l'affirmation qu'un tel racisme anti-Blancs se développait dans les quartiers de nos villes : 82% des sympathisants UMP et 90% des sympathisants FN étaient en accord, et respectivement 44% et 69% tout à fait en accord, alors que plus de la moitié des sympathisants de gauche niaient le développement de ce racisme. Et lorsqu'on demande dans le même sondage si M. Copé a raison d'en parler car c'est une réalité, 80% des sympathisants UMP et 89% de ceux du FN répondent « oui », tandis qu'au contraire 55% des sympathisants de gauche préfèrent dire qu'il a tort d'en parler parce que cela peut attiser les tensions au sein de la société française.

Je terminerai ce petit panorama des opinions sur le thème de l'identité française face à l'immigration par quelques mots sur la question du droit de vote des immigrés aux élections locales. Le plus récent sondage sur ce point a été réalisé en septembre dernier par l'IFOP pour le site Internet Atlantico. La proposition testée est celle du droit de vote aux élections locales pour les étrangers non européens résidant depuis plus de cinq ans en France. Le clivage politique est un des plus nets que l'on puisse observer : 89% des sympathisants UMP, 81% des sympathisants centristes associés à l'UMP et 92% des sympathisants Front national sont contre ; 72% des sympathisants de gauche sont pour.

Grande convergence, donc, au sein du peuple de droite sur les questions relatives à l'immigration. Divergence profonde, au contraire, sur une autre question cruciale pour l'identité de la France, celle de l'Europe.

2.4.2 – Divergence sur l'Europe

Le contraste est tout à fait clair sur ce point à la lecture des sondages. L'un des derniers en date nous vient de l'IFOP, en septembre 2012, sous le titre général « Les Français et l'Europe, 20 ans après Maastricht ». Les sympathisants du

Front national s'y distinguent fortement de ceux de la droite classique. En majorité (56%), ils considèrent qu'il n'est pas de l'intérêt de la France d'appartenir à l'Union européenne ; à 78%, ils souhaitent que la France abandonne l'euro et revienne au franc ; 71% pensent d'ailleurs que l'euro a été depuis quatre ans un handicap dans la crise économique ; ils voteraient, bien entendu, non à 89% si le référendum sur le Traité de Maastricht qui a institué l'euro avait lieu aujourd'hui ; enfin, face à la crise de la dette, ils souhaitent à 85% moins d'intégration européenne et des politiques économiques et budgétaires propres à chaque Etat. Les sympathisants de l'UMP expriment des choix et des appréciations inverses : la France a intérêt à appartenir à l'Union (68%) ; elle ne doit pas quitter l'euro (80%), qui n'a d'ailleurs pas été un handicap depuis quatre ans (70%) ; le Traité de Maastricht serait de nouveau approuvé par eux (52%) et, dans le contexte de la crise, il faut renforcer l'intégration européenne avec une politique économique et budgétaire unique (55%).

Il faut souligner que, si les partisans de la droite populiste s'opposent là fortement à ceux de la droite classique, cela ne signifie pas pour autant qu'ils aient adopté sur l'Europe une position de gauche. Bien au contraire, c'est la droite classique qui se retrouve ici, en bonne partie, sur les mêmes positions que la gauche, car les sympathisants de gauche, en majorité, soutiennent eux aussi l'appartenance à l'Union européenne et refusent le retour au franc. Dans la position sur l'Europe des tenants de la droite populiste, on ne trouve encore une fois aucune trace d'un supposé gauchisme. Il s'agit tout simplement d'une position souverainiste, une position de droite nationale qui fut celle du général De Gaulle et qui est aujourd'hui celle de la majorité du peuple britannique et de la droite eurosceptique en Grande-Bretagne.

Je voudrais dire cependant qu'il y a malgré tout quelques points sur lesquels les sympathisants de l'UMP et du FN se rejoignent à propos de l'Europe, et cette jonction se fait, me semble-t-il, sur certains principes ou valeurs économiques qui sont ceux de la droite.

Le sondage IFOP de septembre 2012 pose ainsi la question suivante : dans le cas où la Grèce ne parviendrait pas à réduire sa dette et son déficit, seriez-vous favorable ou opposé à l'exclusion de la Grèce de la zone euro ? Nous voyons ici converger les réponses des deux courants de la droite : oui, à 76% pour l'UMP et à 81% pour le Front national, il faudrait exclure la Grèce. Cette réponse est très différente de celle des sympathisants de la gauche qui se partagent à égalité entre ceux qui sont favorables et ceux qui sont opposés à cette éventualité. J'interprète cela comme le signe d'un attachement des deux électors de droite à une éthique de la responsabilité économique, par opposition à une éthique de l'assistance et de la redistribution qui serait celle de la gauche : en d'autres termes, les deux familles de la droite, comme Mme Merkel et la majorité du peuple allemand, ne semblent pas vouloir que l'Europe se transforme en une « Union de transferts ».

Il y a au moins un deuxième cas de convergence qui concerne la fameuse règle d'or limitant le déficit public à 0,5% du PIB, règle à instaurer par le Traité budgétaire européen. Je fais référence ici à un sondage de l'institut BVA en septembre 2012 pour le journal *Le Parisien*. Certes, les sympathisants du FN sont opposés à ce traité (64%), contrairement à ceux de l'UMP qui voteraient oui

à 84%. Cela semble rapprocher le FN de la gauche de la gauche, dont les sympathisants voteraient à 85% contre le traité. Mais si les partisans du Front de gauche et de l'extrême gauche sont contre le Traité budgétaire, c'est parce qu'à 60% ils sont contre l'instauration de la règle d'or, une contrainte qu'ils jugent sans doute nuisible au développement de la dépense publique et de l'Etat-providence. Or, au contraire, et de façon assez paradoxale, les sympathisants du Front national sont sur le fond, eux, favorables à 72% à la règle d'or, et ils ont sur cela une opinion voisine de celle des sympathisants UMP, qui soutiennent cette règle à 89%. J'en conclus que les partisans du Front national sont favorables, comme ceux de l'UMP, à une gestion plus sage des finances publiques de la France et que, s'ils s'opposent au Traité budgétaire européen, c'est pour une raison de souveraineté nationale et non pas parce qu'ils sont rétifs à toute discipline budgétaire.

Ce sujet de la règle d'or me conduit tout naturellement à aborder le cinquième thème d'analyse de l'opinion du peuple de droite : les questions économiques et sociales.

2.5 – Les questions économiques et sociales

Disons tout de suite que sur certaines de ces questions il y a des divergences entre les opinions des deux familles de la droite. J'en donnerai quatre exemples.

– En avril 2012, selon IPSOS, à propos de l'affirmation « Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres », 70% des électeurs de Nicolas Sarkozy au premier tour de la présidentielle ont manifesté leur désaccord alors que 62% de ceux de Marine Le Pen étaient d'accord. On notera que, pour la gauche, le taux d'approbation atteint près de 90%.

– La taxe à 75% sur les plus hauts revenus souhaitée par François Hollande est rejetée à 76% par les sympathisants de l'UMP mais approuvée de peu, à 51%, par ceux du Front national ; le taux d'approbation est de 90% chez les sympathisants de la gauche (IFOP, septembre 2012).

– En juin 2012, toujours selon l'IFOP, 58% des électeurs de Nicolas Sarkozy étaient plutôt opposés au retour partiel à la retraite à soixante ans, alors que deux tiers de ceux de Marine Le Pen y étaient plutôt favorables ; les électeurs de gauche approuvaient cette mesure à 80 ou 90%.

– Enfin, s'agissant d'une éventuelle baisse de l'ISF, un autre sondage IFOP de mars 2011 a montré que cela était approuvé par 61% des sympathisants UMP mais que 62% de ceux du FN y étaient opposés, ce pourcentage atteignant 80% chez les sympathisants de gauche.

Il est clair, au vu de ces exemples, que la famille de la droite populiste est sensible au discours de la gauche appelant à faire payer les riches et à défendre un certain nombre d'acquis sociaux. Ce point-là est le seul sur lequel la thèse du gauchisme a quelque fondement. Mais la portée de ce constat demeure fort limitée pour au moins deux raisons :

– la première raison est que sur ces questions de redistribution et d'acquis sociaux, la logique de classe ne joue que partiellement chez les sympathisants du Front national. Si cette logique était vraiment à l'œuvre, il faudrait s'attendre, par exemple, à ce que ces sympathisants, qui appartiennent bien plus aux classes populaires que les sympathisants de la gauche, soient encore plus favorables que ces derniers à la taxation des plus riches. Or, ce n'est pas ce que l'on observe : les sympathisants du Front se situent dans une position intermédiaire, assez en retrait par rapport à celle des gens de gauche. En d'autres termes, on pourrait aussi bien s'étonner de ce que, malgré leur sociologie très populaire, ces sympathisants soient aussi peu influencés sur ce point par les idées de la gauche ;

– la seconde raison est qu'il existe un grand nombre d'autres sujets économiques et sociaux – le plus grand nombre, en fait – pour lesquels les opinions de la famille de la droite classique et de la famille populiste sont convergentes, que ce soit par exemple sur les questions du travail et de l'entreprise, sur les finances publiques, sur la fonction publique ou sur l'étendue de l'Etat-providence. En voici des exemples.

Le travail et l'entreprise, tout d'abord.

Les sympathisants de l'UMP et ceux du Front national sont partisans d'abroger les 35 heures, respectivement à 71% et 60%, ceux de la gauche y sont opposés à 64% (IFOP, janvier 2011) ; ils pensent que le coût du travail constitue aujourd'hui un frein à la compétitivité des entreprises françaises (respectivement à 90% et 69%) alors que cette opinion n'est partagée que par une minorité (46%) des gens de gauche ; à raison de 73% et 68%, ils considèrent que la création et le développement des entreprises doit être quelque chose de prioritaire pour le gouvernement, contre seulement 58% pour les sympathisants de gauche. Ces deux derniers exemples viennent d'un sondage TNS SOFRES du 4 octobre 2012.

Passons maintenant aux finances publiques.

Que faut-il faire pour ramener les comptes à l'équilibre : réduire les dépenses, augmenter les impôts, ou un peu des deux ? Cette question a été posée sous une forme très voisine en avril 2012 par IPSOS et en juin 2012 par l'IFOP. En avril, 74% des électeurs de Nicolas Sarkozy et 72% de ceux de Marine Le Pen ont répondu qu'il fallait plutôt réduire les dépenses, contre la moitié ou un peu moins des électeurs de gauche, ces derniers estimant par ailleurs à plus de 40% qu'il faut « un peu des deux ». En juin, la conviction qu'il faut avant tout réduire les dépenses grimpe à 88% chez les sympathisants UMP et à 90% chez ceux du FN contre seulement 53% chez les sympathisants de gauche, qui restent plus de 40% à estimer qu'il faut à la fois réduire les dépenses et augmenter les impôts. Autre question : Les collectivités locales font-elles des efforts suffisants pour maîtriser leurs dépenses ? Selon l'IFOP, en mai 2011, c'est non à 83% pour les sympathisants de l'UMP et à 80% pour ceux du FN ; non encore, mais dans une proportion bien plus faible (58%) chez les sympathisants de gauche.

Des finances publiques, glissons à la fonction publique.

Question posée par l'IFOP en avril 2011 : Pour rétablir l'équilibre du budget de l'Etat, faudrait-il des mesures automatiques comme l'arrêt de l'embauche des fonctionnaires et le gel de leurs traitements et pensions ? Oui, pour 66% des

sympathisants de l'UMP et 58% de ceux du FN ; non, pour 71% des sympathisants de la gauche. Autre question du même institut en décembre 2011 : Souhaitez-vous que, comme en Allemagne, les fonctionnaires disposant d'un statut n'aient pas le droit de faire grève ? Oui, pour les sympathisants de l'UMP (88%) et pour ceux du Front national (59%) ; non à 75% pour les sympathisants de la gauche. Même institut encore, en juillet 2012 : Estimez-vous qu'il est possible d'avoir des services publics de qualité tout en réduisant le nombre des fonctionnaires ? Oui, c'est possible, répondent 76% des sympathisants UMP et 57% des sympathisants Front national ; non, c'est impossible, disent 60 % des sympathisants de la gauche.

Je termine ce panorama par quelques sondages d'opinion sur le sujet de l'Etat-providence.

En avril 2012, IPSOS a constaté que 66% des électeurs de Nicolas Sarkozy et 62% de ceux de Marine Le Pen étaient d'accord avec l'opinion que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » ; 76% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon et de François Hollande n'étaient pas d'accord avec cette phrase. En juin 2012, l'IFOP a demandé aux gens si, pour ramener les comptes de la France à l'équilibre, ils accepteraient de voir réduire un certain nombre de prestations. Pour les sympathisants UMP, c'est oui à 61% pour les minima sociaux comme le RSA, à 60% pour les allocations logement et à 58% pour l'assurance chômage ; ces réductions sont aussi approuvées par les sympathisants FN : 68% pour les minima sociaux, 61% pour les allocations logement et 51% pour le chômage ; elles sont au contraire très largement refusées par les sympathisants de gauche.

Nous pouvons nous arrêter là, car il me semble que ces exemples, auxquels on pourrait ajouter beaucoup d'autres, suffisent à démontrer qu'il existe une forte parenté des opinions des deux familles de la droite sur la plupart des sujets économiques et sociaux, par opposition aux opinions de la gauche. L'électorat du Front national, comme celui de la droite classique, est favorable à la valeur travail et plus favorable que la gauche au développement de l'entreprise. Ces deux électeurs sont partisans d'une discipline ferme des budgets publics. Bien plus que la gauche, ils privilégient la baisse des dépenses publiques plutôt que la hausse des impôts. Et au besoin, contre l'avis de la gauche, ils n'hésitent pas à remettre en question le poids de la fonction publique ou celui de certaines interventions de l'Etat-providence.

Concluons donc qu'il y a bien en France, au vu de toutes ces enquêtes, un peuple de droite assez homogène dans ses opinions, avec toutefois quelques exceptions. La principale exception est la question de l'Europe, et nous pouvons constater que, sur ce sujet, ce sont les opinions de la droite classique qui se rapprochent le plus de celles de la gauche.

3/ Une entente qui reste à construire

Alors, dans ces conditions, n'est-il pas naturel de se demander si nos deux familles de la droite sont susceptibles de s'entendre politiquement, comme le

font les familles de la gauche, de se *rassembler*, comme François Hollande a invité à le faire tous ceux qui étaient de son camp ?

Je voudrais souligner d'emblée les facteurs qui ne sont pas favorables au développement d'un tel souhait d'union dans les deux familles du peuple de droite.

Le premier facteur tient au jeu des forces politiques de la droite. Ces forces sont en concurrence entre elles, elles ont intérêt à se différencier. Chacun des deux principaux partis, l'UMP et le Front national, va donc trouver avantage à critiquer l'autre, à le présenter sous un visage détestable. Tout cela pourtant ne devrait pas suffire à empêcher, aux moments politiques décisifs, l'entente des deux familles de la droite, puisque leurs valeurs et leurs convictions sont objectivement plus proches entre elles qu'elles ne se rapprochent des opinions de la gauche.

Mais il y a un second obstacle plus important à l'union de la droite. C'est la conviction, à gauche et dans une partie de la droite classique, notamment parmi les élites et les dirigeants, que la droite populiste, en France comme ailleurs en Europe, est une droite dangereuse avec laquelle il est hors de question de s'entendre. Cette diabolisation a entraîné la formation d'un véritable cordon sanitaire autour du Front national. Elle a sans doute aussi poussé le Front national à se radicaliser. La droite française est ainsi entrée dans une séquence de jeu non coopératif dont il est aujourd'hui très difficile de sortir.

Au sein même de la droite classique, très rares ont été les voix allant dans le sens de l'union de la droite. L'ancien député et maire de Tourcoing Christian Vanneste en est un exemple, mais il a aujourd'hui quitté l'UMP. Les prises de position inverses sont, elles, extrêmement nombreuses :

- en novembre 2010, Dominique Paillé, porte-parole de l'UMP, a ainsi déclaré que « ce cordon (sous-entendu : le cordon sanitaire autour du FN) est indispensable si on veut gagner les élections, au-delà de la nécessité d'avoir des convictions »
- le 25 mai 2012, alors que ledit cordon n'a pas empêché la défaite de Nicolas Sarkozy – et y a même peut-être contribué –, François Fillon continue d'affirmer : « Il ne peut y avoir aucun arrangement avec l'extrême droite. L'UMP n'en a jamais fait »
- le 28 septembre 2012, l'un de ses proches, Patrick Devedjian, réitère le refus de toute connivence avec le FN car, explique-t-il, cela ferait réapparaître le clivage entre le RPR et l'UDF (et, sous-entendu, cela serait catastrophique sur le plan électoral).
- le 3 octobre 2012, Jean-François Copé a lui-même déclaré : « Nous ne ferons jamais le moindre accord avec le FN »
- et le 7 octobre, François Baroin a affirmé qu'« aucun des responsables de l'UMP ne peut penser à conclure un accord avec l'extrême droite ».

Ces consignes permanentes de non-coopération entretiennent, chez les électeurs et sympathisants de la droite classique, une perception négative du Front national ; et cela ne facilite pas une prise de conscience lucide de leur proximité avec l'autre famille de la droite.

Dans un sondage IFOP de mars 2011, ainsi, les Français ont été interrogés sur les traits d'image du Front national. Chez les sympathisants de l'UMP, 72% pensent que ce parti aborde des sujets ou des thématiques qui les préoccupent. Ils sont moins nombreux (50%) à considérer que le FN est un parti comme les autres et bien moins nombreux (38% contre 62%) à juger qu'il propose des solutions efficaces aux problèmes du pays. Enfin, de toute façon, pour 61% d'entre eux, le FN reste un parti dangereux pour la démocratie.

Un autre sondage plus récent, réalisé par TNS SOFRES en septembre 2012, nous apprend que si 14% des sympathisants de l'UMP reconnaissent que ce parti et le Front national sont d'accord sur un grand nombre d'idées, 77% pensent au contraire qu'ils partagent certaines idées mais sont en désaccord sur l'essentiel, et 9% qu'ils ne partagent aucune idée. Les sympathisants du FN répondent à peu près dans les mêmes proportions. Et curieusement, ce sont les sympathisants de gauche qui semblent plus proches de la réalité en jugeant à 44% que les deux grands partis de la droite sont d'accord sur un assez grand nombre d'idées.

Tout cela, il faut bien l'admettre, ne donne pas une vision favorable des possibilités d'une union de la droite. Pourtant, j'ai la conviction que les obstacles psychologiques à cette union deviennent aujourd'hui plus fragiles.

Un premier élément vient appuyer cette conviction : c'est l'évolution de l'image de Marine Le Pen chez les sympathisants de la droite classique. Cette image est testée mensuellement par trois séries de sondages des instituts IFOP, CSA et IPSOS. Elle est meilleure que ne le fut celle de Jean-Marie Le Pen quand celui-ci dirigeait le Front national. Et surtout, l'image de Marine Le Pen a eu nettement tendance à s'améliorer chez les sympathisants UMP entre 2011 et 2012. Pour l'IFOP, en octobre 2012, 43% de ces sympathisants ont une bonne opinion de Marine Le Pen. C'est le même niveau que pour François Bayrou et Dominique de Villepin. Depuis avril 2012, cette cote de Marine Le Pen a constamment été supérieure ou égale à 43%, allant parfois jusqu'à 48%. Ces niveaux n'avaient jamais été atteints en 2011, année pendant laquelle la proportion de bonnes opinions de Marine Le Pen chez les sympathisants UMP n'a été que de 35% en moyenne. Même constatation avec le sondage IPSOS qui demande aux sympathisants UMP quel jugement ils portent sur l'action de différentes personnalités. En octobre 2012, 41% d'entre eux ont un jugement favorable sur l'action de Marine Le Pen contre seulement 26% pour François Bayrou et 27% pour Dominique de Villepin. Jamais la cote de Marine Le Pen n'avait été plus élevée auparavant auprès des sympathisants UMP. En 2011, elle était en moyenne de 30% seulement.

Il y a donc manifestement quelque chose qui est en train de se produire dans l'opinion des sympathisants de l'UMP : un mouvement favorable à l'image de Marine Le Pen, et donc forcément favorable à une plus grande entente avec elle et avec son parti.

Un autre indice vient jouer dans le même sens. C'est le désir de passer des accords électoraux avec le Front national.

En octobre 2010, selon l'IFOP, ces accords n'étaient souhaités, pour les élections locales, que par 32% des sympathisants UMP. En mai 2012, ils étaient 54% à le souhaiter et encore 48% en juin. Je précise que les sympathisants du FN, de leur

côté, sont plus de 70% à désirer de tels accords. Quant aux accords de désistement aux élections législatives entre des candidats de la droite classique et du FN, ils étaient souhaités en juin 2012 par deux tiers des sympathisants de l'UMP et du FN.

Je pense donc vraiment que les choses sont en train de changer de ce côté-là dans l'opinion du peuple de droite. Un mouvement est engagé, il n'est sans doute pas terminé et, sauf accident, il paraît inéluctable. Reste à en convaincre les dirigeants et les élites politiques de la droite classique. Mais cela, comme on dit, c'est une autre histoire.

Philippe Baccou
20/10/2012

A voir aussi :

[Pourquoi l'échec de la droite ? \(1/2\)](#)

[Pourquoi l'échec de la droite ? \(2/2\)](#)

[Quelle majorité pour une droite plurielle ?](#)

[Résultats des législatives 2012 : attention à l'intoxication médiatique !](#)

[UMP-FN : le rapprochement, c'est maintenant ?](#)